



Roms évacués de Bobigny : la Ville de Paris demande à l'Etat d'assumer ses responsabilités

La Préfecture de Seine-Saint-Denis a procédé à l'évacuation d'un campement de familles roms, mardi à Bobigny. Si des solutions sociales ont été apportées à une grande part des occupants, 59 personnes, dont trente enfants, se sont retrouvées à la rue, sans ressource et sans qu'aucun hébergement ne leur soit proposé par les services de l'Etat, alors même qu'une vague de froid venait à toucher la région Ile-de-France. Ces familles se sont rendues à Paris, place de la République, pour manifester leur désarroi.

Face à cette urgence humanitaire, la Ville de Paris a fait preuve de responsabilité. Elle a proposé, dès mardi soir, une solution d'hébergement d'urgence, en ouvrant son gymnase Marie-Paradis (10e) et en annulant toutes les activités prévues dans ce lieu habituellement dédié à la pratique sportive des Parisiens. En lien avec les associations, la Ville a contribué à répondre aux besoins essentiels de ces familles, en matière d'accès à l'eau, à la nourriture et à l'hygiène.

En s'engageant ainsi, la Ville de Paris, n'a fait que pallier un dysfonctionnement qui a laissé de côté un grand nombre de familles avec enfants.

La Ville de Paris demande à l'Etat (préfectures de région Ile-de-France et de Seine-Saint-Denis) d'assumer pleinement son rôle. Une réunion est prévue ce soir pour trouver des solutions conjointes.

Cette situation ne fait que rappeler la nécessité d'une coordination territoriale pour lutter contre la précarité et contre l'exclusion. La future Métropole devra être une métropole solidaire qui, plutôt que de déplacer ces questions d'un département à l'autre, les traitera dans leur globalité. La Ville de Paris n'a d'ailleurs cessé de demander qu'une table ronde soit organisée pour avancer sur ces sujets.